

## PROGRAMME NATIONAL FSE+ EMPLOI - INCLUSION - JEUNESSE - COMPÉTENCES

### APPEL À PROJETS ET CRITÈRES DE SÉLECTION

**INTITULÉ ET CODE :** Pays de la Loire\_PLIE de l'agglomération nazairienne\_Repérage et accompagnement des publics en proximité 2024-2025 (PDLOOI1099) (PDLOOI1099)

**RÉGION ADMINISTRATIVE :** Pays de la Loire

**PÉRIMÈTRE GÉOGRAPHIQUE :** Communauté d'Agglomération de la Région Nazairienne et de l'Estuaire (CARENE)

**SERVICE GESTIONNAIRE :** OGIM Nantes Saint-Nazaire - fse

**DATE DE LANCEMENT DE L'APPEL À PROJETS :** 27/05/2024

**PÉRIODE DE RÉALISATION POSSIBLE DE L'OPÉRATION :** Du 31/07/2024 au 31/12/2025

**DURÉE MINIMUM DE L'OPÉRATION :** 9 mois

**DURÉE MAXIMUM DE L'OPÉRATION :** 18 mois

**MONTANT TOTAL DU SOUTIEN EUROPÉEN PRÉVU :** 112 500 €

**MONTANT MINIMUM FSE+/FTJ :** 50 000 €

**TAUX D'INTERVENTION FSE+/FTJ MAXIMUM :** 50 %

**THÈME** Repérage et accompagnement vers l'emploi des publics en proximité

**MONTANT MINIMUM COÛT TOTAL ÉLIGIBLE :** 100 000 €

**DATE LIMITE DE DÉPÔT DES CANDIDATURES :** 27/07/2024



## DESCRIPTION ET CONTEXTE :

### Programme national FSE+ 2021-2027

Le Fonds social européen + (FSE+) est un fonds structurel de l'Union européenne. Sa vocation principale est de contribuer à améliorer les perspectives professionnelles de l'ensemble des citoyens européens, en particulier ceux en situation de précarité ou d'exclusion.

La gestion du FSE+ en France est répartie entre l'Etat et les Régions en fonction de leurs compétences. L'Etat gère les volets emploi et inclusion du fonds via le programme national FSE+ « Emploi, Inclusion, Jeunesse et compétences » 2021-2027. Ce programme bénéficie d'une enveloppe de plus de 4 milliards d'euros. Il est géré par la Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle (DGEFP) et les services de l'Etat en région (Directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités). Elle s'appuie sur les Départements et les PLIE, qui en tant qu'organismes intermédiaires gèrent directement une part de ces crédits dans le domaine de l'insertion.

Le programme national FSE+ est réparti en 6 priorités : 3 priorités centrales et 3 priorités complémentaires. La première, dont relève cet appel à projets, vise à favoriser l'insertion professionnelle et l'inclusion sociale. Cette priorité vise notamment à financer des actions d'accompagnement vers l'emploi, d'insertion par l'activité économique, et de lutte contre la pauvreté et l'exclusion. Elle concentre près de la moitié des ressources du programme.

### Le PLIE de l'agglomération nazairienne

Le Plan Local pour l'Insertion et l'Emploi (PLIE) de l'agglomération nazairienne mobilise un ensemble de dispositifs et actions en faveur de l'insertion afin d'organiser des parcours individualisés vers l'emploi. Il a été construit pour répondre aux besoins et aux opportunités du territoire, à partir d'un diagnostic et d'un projet partagés par l'ensemble des acteurs institutionnels, sociaux et économiques qui sont concernés par l'insertion et l'emploi.

La principale fonction du PLIE est d'organiser, par un accompagnement renforcé et individualisé, des parcours d'insertion professionnelle vers l'emploi durable pour des publics en difficulté, en complément de l'offre développée par les partenaires du territoire dans le cadre du droit commun.

Cet accompagnement est réalisé par des « référents de parcours », conseillers uniques, qui soutiennent les participants dans leurs parcours d'insertion professionnelle. Ils sont garants de la construction et du suivi optimal des parcours d'insertion. Leur intervention est complétée et renforcée par des chargés de relation entreprises qui interviennent auprès de certains participants pour faciliter leur accès et leur maintien dans l'emploi.

Sur l'agglomération de Saint Nazaire, on observe que malgré un dynamisme économique remarquable et des tensions de recrutement, l'accès à l'emploi durable et de qualité demeure difficile pour ceux qui en sont éloignés. Il en résulte un isolement des publics privés d'emploi, une défiance à l'égard de l'institution et un éloignement voire une défiance des lieux institutionnels et traditionnels d'accompagnement.



Un des enjeux du PLIE pour l'année 2024 réside donc dans la restauration de la confiance de ces publics vis-à-vis des acteurs de l'emploi en proposant l'offre de service du dispositif PLIE en proximité, sur leurs lieux de vie.

Les quartiers d'intervention envisagés sont les quartiers politique de la ville (QPV), les quartiers de veille active (QVA) et les quartiers présentant des signes de précarité de la CARENE, notamment ceux de Bellevue à Montoir, Certé à Trignac, Prézégat, Robespierre, Petit Caporal, Avalix, la Trébale, Kerlédé, la Bouletterie, République nord à Saint-Nazaire.

Cet appel à projets vise donc à répondre à la fois aux problématiques de la priorité 1 du PON FSE+ liées à l'insertion professionnelle et l'inclusion sociale des personnes les plus éloignées du marché du travail et des plus vulnérables / ou des exclus, et aux objectifs du protocole d'accord du PLIE de l'agglomération nazairienne qui vise le retour à l'emploi durable d'au moins 50% des personnes accompagnées.

## CADRE D'INTERVENTION - PROFIL DE FINANCEMENT

- **Priorité d'investissement**

1 Favoriser l'insertion professionnelle et l'inclusion sociale des personnes les plus éloignées du marché du travail et des plus vulnérables/ou des exclus

- **Objectif spécifique**

1.h Favoriser l'inclusion active afin de promouvoir l'égalité des chances, la non-discrimination et la participation active, et améliorer l'employabilité, en particulier pour les groupes défavorisés

- **Contexte de l'objectif spécifique**

La Communauté d'agglomération de la région nazairienne et de l'estuaire (CARENE) compte 10 communes et rassemblait 127 395 habitants en 2019. Il s'agit de la deuxième plus grande agglomération de Loire-Atlantique. La population y est en augmentation régulière (+ 0,9% par an entre 2013 et 2019), essentiellement du fait du solde migratoire (+ 0,8% par an), mais moins qu'au niveau départemental (+ 1,2% par an sur la même période).

Les taux de pauvreté et de chômage (au sens du recensement) sont bien supérieurs à ceux du département (respectivement 12,2% et 13,9% pour la CARENE contre 10,1% et 11,1% pour la Loire-Atlantique), et ce en dépit d'une activité portuaire soutenue du fait notamment du développement des énergies marines renouvelables et du dynamisme de la construction navale.

L'agglomération compte 3 QPV tous situés sur la commune de Saint-Nazaire et 4 quartiers de veille situés sur les communes de Trignac, Montoir de Bretagne et Saint-Nazaire. Leurs habitants rencontrent d'importantes difficultés socio-économiques avec de faibles revenus et un taux de chômage élevé.

La part de familles monoparentales est également élevée (9,7%) et en augmentation (+13,3% sur la période 2013-2019). Le faible niveau de diplôme (18,5% de la population n'a pas de diplôme et 37,7% a un diplôme inférieur au bac contre respectivement 16,2% et 31,2% au niveau départemental) et l'étalement urbain qui génère des temps de trajet plus longs que sur le reste du département, constituent les autres freins à l'emploi du territoire.

Cette situation est particulièrement prégnante au sein des quartiers appartenant à la géographie prioritaire. L'agglomération compte 3 QPV tous situés sur la commune de Saint-Nazaire (Ville Ouest, Petit Caporal et Robespierre – Prézégat) et 4 QVA situés sur les communes de Trignac (Certé), Montoir de Bretagne (Bellevue) et Saint-Nazaire (Avalix et Méan Penhoët). Leurs habitants rencontrent d'importantes difficultés socio-économiques avec de faibles revenus et un taux de chômage élevé. Ainsi, le taux de pauvreté s'y élève à 42,9% et les taux d'emploi des femmes et des hommes qui y habitent sont seulement de 37,9% et 49,1% (contre respectivement 60,2% et 66,2% au niveau de l'agglomération).

Afin de favoriser l'inclusion active et d'améliorer l'employabilité des personnes exclues du monde du travail, le PLIE de l'agglomération nazairienne organise des parcours d'insertion professionnelle vers l'emploi à destination des publics les plus en difficulté avec un accompagnement très renforcé des personnes.

Cet appel à projets vise ainsi à soutenir l'accompagnement renforcé vers l'emploi des personnes en recherche d'emploi tel que défini dans l'OS H du PON FSE+, notamment celles issues des QPV, des QVA et des quartiers présentant des signes de précarité de la CARENE.

## • Objectifs

L'accompagnement dans le cadre du PLIE des participants issus des QPV, QVA et quartiers présentant des signes de précarité identifiés ci-dessous vise leur accès à l'emploi durable et leur maintien dans cet emploi, et doit permettre de :

- De proposer des parcours intégrés à des personnes éloignées de l'emploi conformément aux objectifs quantitatifs du PLIE, soit :
- 50 nouvelles entrées dans le PLIE et 30 personnes accompagnées minimum par le référent "aller vers" ;
- Contribuer aux 58 sorties positives du dispositif correspondant à 50% des sorties totales (42 % en emploi durable ou création d'activité, 8 % en formation qualifiante).



- D'assurer une couverture des quartiers sensibles ou présentant des signes de décrochage, garante de l'équité territoriale en terme d'accès à l'emploi. Pour ce faire le référent de parcours devra être équipé d'outils permettant l'accès à internet à distance.
- De renforcer la qualité et l'efficacité des parcours d'accompagnement.

## • Actions visées

Les opérations éligibles sont les opérations :

- de repérage des publics au sein des QPV, des QVA et des quartiers présentant des signes de précarité identifiés ci-dessous, et de leur sensibilisation à un accompagnement dans le cadre du PLIE ;
- d'accompagnement dans le cadre du PLIE des habitants des QPV, QVA et quartiers présentant des signes de précarité.

Le travail de repérage et de sensibilisation implique la présence au sein des quartiers ciblés d'un référent "aller vers" afin d'être au plus près des publics et de mettre en place un partenariat soutenu avec les acteurs de proximité. Cette présence permettra notamment :

- de communiquer des premiers éléments de réponse aux personnes ayant des interrogations liées à l'emploi ;
- de proposer, en lien avec les besoins recensés/repérés, et d'animer, des ateliers collectifs sur la recherche d'emploi ou la levée des freins périphériques aux habitants et aux participants du PLIE (calendrier/contenu pédagogique à proposer) / mobiliser des partenaires susceptibles dans la construction de l'offre et/ou l'animation ;
- d'établir un diagnostic socioprofessionnel des personnes rencontrées et de codéfinir avec ces dernières le parcours d'insertion et les étapes nécessaires à sa mise en oeuvre ;
- d'orienter vers les structures partenaires adaptées ;
- de proposer l'accompagnement dans le cadre du PLIE.

A l'issue de cette phase de repérage, les personnes qui souhaiteront bénéficier d'un accompagnement renforcé seront orientées vers le PLIE afin d'être accompagnées par le référent "aller vers" ou par un autre "référent de parcours" du PLIE

La fonction d'accompagnement sera mise en œuvre de manière individuelle et collective et comprendra plusieurs phases :

### 1. Phase de diagnostic et d'entrée dans le PLIE :

- Réalisation d'un diagnostic socio-professionnel visant à évaluer la motivation et la capacité des personnes à s'engager dans un parcours d'insertion vers l'emploi et à vérifier l'éligibilité du participant au PLIE. Ce diagnostic est présenté par le référent lors d'un Comité de Suivi des Parcours sur présentation d'un argumentaire.



- Signature d'un contrat d'engagement tripartite (réfèrent – participant – coordinatrice du PLIE), validé par ce comité, seul habilité à valider les entrées et sorties du PLIE. Il est animé par le service animation du PLIE et composé des référents de parcours et de Pôle emploi.

## 2. Phase de mise en œuvre de parcours :

- Mise en place d'un parcours et d'un suivi renforcé qui se traduit notamment par un contact au minimum une fois par mois entre le réfèrent et le participant. Selon le diagnostic réalisé et en concertation avec le Comité de suivi de parcours , l'accompagnement de la personne pourra être assuré par un réfèrent autre que celui ayant réalisé le diagnostic initial. Ce contact sera physique pour les participants sans étapes de parcours, et pourra être téléphonique pour les participants en étape.
- Proposition, orientation et suivi d'étapes du parcours. La construction du parcours d'insertion de chaque participant se fera par la mobilisation du partenariat du territoire, des dispositifs de droit commun existants et des actions mises en œuvre par le PLIE. Par ailleurs le réfèrent de parcours contribuera à l'organisation et à l'animation de nouvelles actions en lien avec les besoins non couverts des publics.

## 3. Phase de sortie du PLIE :

- Une sortie positive s'entend par un emploi de 6 mois et 1 jour effectif avec justificatif (fiches de salaires/attestation employeur/attestation participants). Pour ce faire, le réfèrent de parcours dispose en plus de l'offre de droit commun, de la fonction de chargé de relation entreprises du PLIE dont la mission est de mobiliser et de faciliter l'intégration des participants du PLIE dans les entreprises.
- Dans le cas d'une sortie autre: recherche de relais à l'accompagnement.

Note : Toutes les sorties du PLIE seront présentées par le réfèrent et feront l'objet d'une validation en Comité de Suivi des Parcours sur la base d'un argumentaire, d'un bilan et de pièces justificatives.

### • **Catégorie des candidats éligibles à l'objectif spécifique**

Structures œuvrant dans le champ de l'aide à l'emploi et/ou de l'insertion professionnelle.

S'agissant des associations, seules sont admises celles ayant souscrit un contrat d'engagement républicain. Une attestation du respect des valeurs du contrat d'engagement républicain est disponible sur le site internet de l'OGIM pour celles qui n'auraient pas encore établi le leur.

### • **Public cible**

Le public cible est constitué de participants du PLIE de l'agglomération nazairienne, principalement ceux issus des QPV, QVA et quartiers présentant des signes de précarité suivants :

- Bellevue à Montoir ;
- Certé à Trignac;
- Prézégat, Robespierre, Petit Caporal, Avalix, La Tréballe, Kerlédé, La Bouletterie, et République nord à Saint-Nazaire.



Remarque : Pourront être accompagnées également des personnes issues des quartiers adjacents à ceux ciblés par l'AAP si elles sont orientées sur l'opération par le référent « aller vers ».

La phase de repérage et de sensibilisation des publics au sein de ces quartiers ne permettra pas de recueillir les données personnelles. Aussi, seules les personnes qui bénéficieront d'un accompagnement renforcé par le référent "aller vers" à l'issue de cette première phase seront enregistrées en tant que participants.

Il appartiendra au porteur de s'assurer du recueil des preuves nécessaires à la justification de l'éligibilité des publics accompagnés, à savoir :

- La fiche d'orientation du référent « aller vers » vers le dispositif PLIE ;
- Le contrat d'engagement réciproque PLIE ;
- Les comptes-rendus des comités de suivi de parcours PLIE validant l'entrée des participants dans le PLIE ;
- La fiche participant extraite de Viesion.

Pour rappel, l'éligibilité des participants s'apprécie au moment de leur entrée dans l'opération.

- **Profils de plan de financement**

Taux forfaitaire de 40% des dépenses de personnel (au réel) pour calculer les coûts restants

Taux forfaitaire de 15% des dépenses de personnel (au réel) pour calculer les dépenses indirectes

## RÈGLES D'ÉLIGIBILITÉ ET DE SÉLECTION COMMUNES AUX PROJETS FSE+/FTJ

- **Textes de référence**

Règlement UE 2021/1057 du Parlement et du Conseil du 24 juin 2021 instituant le Fonds social européen plus (FSE+) et abrogeant le règlement UE n°1296/2013

Règlement UE 2021/1060 du Parlement et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes relatives au FEDER, au FSE+, au Fonds de cohésion, au FTJ et au FEAMP, et établissant les règles financières applicables à ces Fonds [...]

Décret no 2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens de la politique de cohésion et de la pêche et des affaires maritimes pour la période de programmation 2021-2027.

- **Architecture et gestion - lignes de partage**

### Présentation du FSE+

**Le Fonds Social Européen Plus (FSE+)** est l'un des fonds de la politique européenne de cohésion économique, sociale et territoriale. Pour la période 2021-2027, il intègre en un seul instrument l'

ancien Fonds social européen, l'Initiative pour l'emploi des jeunes, le Fonds européen d'aide aux plus démunis (FEAD) et le Programme de l'UE pour l'emploi et l'innovation sociale (EaSI).

Cette politique vise à appuyer la mise en œuvre du Socle européen des droits sociaux, adopté en 2017 lors du Sommet européen de Göteborg, dont le plan d'action a été présenté par la Commission européenne le 4 mars 2021. Celui-ci propose de fixer trois grands objectifs à atteindre d'ici 2030 :

1. Au moins 78 % des personnes âgées de 20 à 64 ans devraient avoir un emploi ;
2. Au moins 60 % des adultes devraient participer à des activités de formation chaque année ;
3. Le nombre de personnes menacées de pauvreté ou d'exclusion sociale devrait diminuer d'au moins 15 millions.

L'objectif du FSE+ en France, doté d'un montant de 6,7 milliards d'euros, est de promouvoir l'emploi par le biais d'interventions actives permettant l'intégration et la réintégration sur le marché du travail, notamment des jeunes, en particulier par la mise en œuvre de la garantie renforcée pour la jeunesse, des chômeurs de longue durée, des groupes désavantagés sur le marché du travail et des personnes inactives. Il soutient également l'emploi indépendant et l'économie sociale.

En outre, le FSE+ soutient et complète les politiques des États membres visant à garantir l'égalité d'accès à l'éducation, à la formation et au marché du travail, des conditions de travail équitables et de qualité et l'inclusion sociale. Le FSE+ apporte une valeur ajoutée à ces politiques en mettant l'accent sur une éducation et une formation inclusives et de qualité, l'apprentissage tout au long de la vie, l'anticipation des mutations économiques et l'adaptation aux compétences des salariés, notamment liées aux transitions écologiques et numériques, l'accompagnement des entreprises et des acteurs locaux, la lutte contre toutes formes d'exclusion en luttant contre la pauvreté et en garantissant l'accès aux droits, au logement et aux services, la protection de l'enfance, l'accès aux services de base et à l'alimentation.

Le FSE+ est **géré à travers des programmes de sept ans**, documents cadres composés d'un ensemble de priorités et objectifs spécifiques dans lesquels sont identifiés les types d'actions que le FSE+ prévoit de cofinancer en cohérence avec les défis identifiés et la stratégie fixée par chacun des programmes. Pour la période 2021-2027, la mise en œuvre du FSE+ en France sera partagée entre :

- Les conseils régionaux, autorités de gestion des programmes régionaux « FEDER-FSE+ », notamment pour des actions d'aide à la création d'entreprise, d'appui à l'économie sociale et solidaire, d'orientation tout au long de la vie et de formation des demandeurs d'emploi ;
- L'Etat dans le cadre d'une part du programme national FSE+ « Emploi, inclusion, jeunesse et compétences » dont une partie de l'enveloppe est déléguée à des organismes intermédiaires (conseils départementaux, PLIE, métropoles...) pour des actions d'inclusion, et d'autre part du programme national FSE+ « Soutien européen à l'aide alimentaire ».

### **Le programme national FSE+ « Emploi, inclusion, jeunesse et compétences »**

En France sur 2021-2027, le Programme national FSE+ se décompose en 7 priorités :

- La priorité 1, en faveur de l'insertion professionnelle et l'inclusion sociale des personnes les plus éloignées du marché du travail et des plus vulnérables/ou des exclus ;
- La priorité 2, pour l'insertion professionnelle des jeunes et l'appui à la réussite éducative ;



- La priorité 3, visant à l'amélioration des compétences et des systèmes d'éducation, de formation professionnelle et d'orientation pour mieux anticiper et accompagner les mutations économiques ;
- La priorité 4, pour la promotion d'un marché du travail inclusif et d'un environnement de travail adapté et sain ;
- La priorité 5, pour l'aide matérielle aux plus démunis ;
- La priorité 6, en faveur de l'innovation sociale et l'essaimage de dispositifs innovants ;
- La priorité 7 en réponse aux défis spécifiques des territoires d'outre-mer.

Il est mis en œuvre par la Délégation Générale à l'Emploi et à la Formation Professionnelle (DGEFP) pour le volet national et par les Directions (régionales) de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DEETS/ DREETS/DRIEETS), et leurs organismes intermédiaires, pour le volet déconcentré.

### **Le programme national Fonds de transition juste « Emploi et compétences »**

**Le Fonds pour une transition juste (FTJ)** est un nouvel instrument financier qui relève de la politique de cohésion et vise à soutenir les territoires confrontés à de graves difficultés socio-économiques résultant de la transition vers la neutralité climatique. Il facilitera la mise en œuvre du Pacte vert pour l'Europe, dont l'objectif est de rendre l'Union climatiquement neutre d'ici à 2050.

L'objectif d'ensemble du programme national FTJ consiste à soutenir les initiatives de développement durable (reconversions de sites, adaptation des modes de production, appui à des secteurs alternatifs...) et la reconversion sociale des salariés et ex-salariés des installations du secteur secondaire mises en déclin par le changement de modèle productif lié à la transition énergétique. Ce programme a vocation à réduire l'impact social de la transition vers une économie neutre en carbone dans les territoires les plus émetteurs de CO2 d'origine industrielle, en cohérence avec les objectifs et les stratégies territoriales définies dans le cadre des plans de transition juste (PTJ), définis conjointement par l'Etat et les Régions dans chacune des régions éligibles.

Conformément à l'objectif de concentration territoriale, les territoires éligibles aux financements FTJ sont identifiés au niveau NUTS III (départements) sur la base de taux d'émission de gaz à effet de serre du secteur industriel et au poids de l'emploi industriel du territoire. Les territoires éligibles correspondent à des zones départementales et infra-départementales de 6 régions métropolitaines :

- Le territoire Normandie – Axe Seine et Bresle ;
- Les départements du Nord et du Pas-de-Calais ;
- Des territoires des départements de Moselle, Meurthe-et-Moselle et Haut-Rhin ;
- Le territoire du Pacte de Cordemais en Pays-de-la-Loire ;
- Des territoires des départements du Rhône et de l'Isère ;
- Le département des Bouches-du-Rhône.

Les PTJ peuvent cibler de façon plus précise au sein des départements éligibles des territoires cibles pour tout ou partie des mesures envisagées.

L'intervention des fonds FTJ est conditionnée par les orientations stratégiques et les objectifs définis pour chaque territoire dans le cadre des plans territoriaux de transition juste.

Le programme FTJ comporte une priorité unique. Il est mis en œuvre par les Directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS) pour le volet déconcentré dans les régions concernées.

## Cadre d'intervention des programmes nationaux FSE+ et FTJ

Dans le cadre des programmes nationaux FSE+ et FTJ, il appartient à chaque autorité de gestion déléguée et à chaque organisme intermédiaire de définir ses propres appels à projets en cohérence avec les règlements européens et les orientations de chaque programme. Ces appels à projets tiennent compte des lignes de partage, définies dans l'Accord de Partenariat et dans les accords locaux, avec les programmes et les fonds suivants :

- Les programmes régionaux contenant du FSE+ ;
- Le programme FSE+ de financement de l'aide alimentaire (DGCS) ;
- Le Fonds européen de développement régional (FEDER) ;
- Le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) ;
- Le Fonds Asile, Migration et Intégration (FAMI) ;
- Le Fonds Européen pour les Affaires Maritimes, la Pêche et l'Aquaculture (FEAMPA).

La sélection des projets s'appuie sur une analyse particulière du rapport coûts/avantages d'un apport du FSE+ ou du FTJ, en tenant compte de la logique « projet » et de l'effet levier du FSE+ ainsi que du caractère original et transférable du projet.

Le FSE+ et le FTJ n'accordent pas d'aides ou d'offres d'emploi directement aux individus mais finance des projets portés par des personnes morales au niveau local ou national.

Le FSE+ et le FTJ n'interviennent jamais seul pour soutenir un projet, mais toujours en cofinancement d'autres financeurs publics et/ou privés (Etat, collectivités locales, entreprises, etc.). Ce principe se traduit par l'obligation pour les porteurs de projet de trouver au préalable des financements auprès de leurs partenaires ou sur leurs fonds propres.

### • Critères communs de sélection des opérations

**Aux termes de l'article 9 du règlement (UE) 2021/1060 sur les principes horizontaux :**

1. Les États membres et la Commission veillent au respect des droits fondamentaux et à la conformité avec la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne lors de la mise en œuvre des Fonds.
2. Les États membres et la Commission veillent à ce que l'égalité entre les hommes et les femmes, l'intégration des questions d'égalité entre les hommes et les femmes et l'intégration de la dimension de genre soient prises en compte et favorisées tout au long de l'élaboration, de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation des programmes ainsi que lors de l'établissement de rapports à leur sujet.
3. Les États membres et la Commission prennent les mesures appropriées pour prévenir toute discrimination fondée sur le sexe, l'origine raciale ou ethnique, la religion ou les convictions, le handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle lors de l'élaboration, de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation des programmes ainsi que lors de l'établissement de rapports à leur sujet. En particulier, l'accessibilité pour les personnes handicapées est prise en compte tout au long de l'élaboration et de la mise en œuvre des programmes.
4. Les objectifs des Fonds sont poursuivis conformément à l'objectif consistant à promouvoir le développement durable énoncé à l'article 11 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, compte tenu des objectifs de développement durable des Nations unies, de l'accord de Paris et du principe consistant à « ne pas causer de préjudice important ».

Les objectifs des Fonds sont poursuivis dans le plein respect de l'acquis de l'Union dans le domaine de l'environnement.

**Aux termes de l'article 63 du règlement (UE) 2021/1060 sur l'éligibilité :**

1. L'éligibilité d'une dépense est déterminée sur la base des règles nationales, sauf si des dispositions spécifiques sont arrêtées dans le présent règlement ou les règlements spécifiques aux Fonds ou sur la base de ceux-ci.
2. Une dépense est éligible à une contribution des Fonds si elle a été engagée par un bénéficiaire ou le partenaire privé d'une opération PPP et versée au cours de l'exécution des opérations, entre la date à laquelle le programme a été soumis à la Commission ou à compter du 1er janvier 2021, si cette date est antérieure à la première, et le 31 décembre 2029.  
Pour les coûts remboursés au titre de l'article 53, paragraphe 1, points b), c) et f), les actions constituant la base du remboursement sont accomplies entre la date de soumission du programme à la Commission ou à compter du 1er janvier 2021, si cette date est antérieure à la première, et le 31 décembre 2029.
3. [...] Pour le FSE+, les dépenses liées aux opérations peuvent être attribuées à n'importe laquelle des catégories de région du programme, à condition que l'opération contribue à la réalisation des objectifs spécifiques du programme.  
Pour le FTJ, les dépenses liées aux opérations contribuent à la mise en œuvre du plan territorial de transition juste concerné.
4. Tout ou partie d'une opération peut être mis en œuvre en dehors d'un État membre, y compris en dehors de l'Union, pour autant que l'action contribue à la réalisation des objectifs du programme.
5. Pour les subventions prenant les formes définies à l'article 53, paragraphe 1, points b), c) et d), les dépenses qui sont éligibles à une contribution des Fonds sont égales aux montants calculés conformément à l'article 53, paragraphe 3.
6. Une opération n'est pas retenue pour bénéficier du soutien des Fonds si elle a été matériellement achevée ou totalement mise en œuvre avant que la demande de financement au titre du programme ne soit soumise, indépendamment du fait que tous les paiements s'y rapportant aient ou non été effectués. Le présent paragraphe ne s'applique pas aux dépenses liées à la compensation des surcoûts dans les régions ultrapériphériques dans le cadre du FEAMPA au titre de l'article 24 du règlement FEAMP ni au soutien octroyé au titre du financement supplémentaire pour les régions ultrapériphériques conformément à l'article 110, paragraphe 1, point e), du présent règlement.
7. Une dépense qui devient éligible du fait d'une modification d'un programme est éligible à compter de la date de présentation de la demande correspondante à la Commission.  
[...]
8. Lorsqu'un nouveau programme est approuvé, les dépenses sont éligibles à compter de la date de présentation de la demande correspondante à la Commission.
9. Une opération peut bénéficier du soutien d'un ou de plusieurs Fonds ou d'un ou de plusieurs programmes et d'autres instruments de l'Union. Dans de tels cas, les dépenses déclarées dans une demande de paiement destinée à l'un des Fonds ne sont pas déclarées dans les cas suivants:
  - a. soutien d'un autre Fonds ou instrument de l'Union;
  - b. soutien du même Fonds au titre d'un autre programme.

Le montant des dépenses à mentionner sur une demande de paiement destinée à un Fonds peut être calculé pour chaque Fonds et pour le ou les programmes concernés au prorata, conformément au document définissant les conditions du soutien.

**Aux termes de l'article 73 du règlement (UE) 2021/1060 sur la sélection des opérations par l'autorité de gestion :**

1. Pour la sélection des opérations, l'autorité de gestion établit et applique des critères et procédures qui sont non discriminatoires et transparents, assurent l'accessibilité pour les personnes handicapées, l'égalité entre les femmes et les hommes et tiennent compte de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, du principe de développement durable et de la politique de l'Union dans le domaine de l'environnement, conformément à l'article 11 et à l'article 191, paragraphe 1, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

Les critères et procédures garantissent que les opérations à sélectionner sont hiérarchisées afin d'optimiser la contribution des fonds de l'Union à la réalisation des objectifs du programme.

2. Lors de la sélection des opérations, l'autorité de gestion:
  - a. veille à ce que les opérations sélectionnées soient conformes au programme, et concordent notamment avec les stratégies qui sous-tendent le programme, et à ce qu'elles contribuent efficacement à la réalisation des objectifs spécifiques du programme;
  - b. veille à ce que les opérations sélectionnées qui relèvent du champ d'application d'une condition favorisante soient conformes aux stratégies et documents de planification correspondants établis en vue du respect de ladite condition favorisante;
  - c. veille à ce que les opérations sélectionnées présentent le meilleur rapport entre le montant du soutien, les activités menées et la réalisation des objectifs;
  - [...]
  - f. vérifie, lorsque les opérations ont commencé avant la présentation d'une demande de financement à l'autorité de gestion, que le droit applicable a été respecté;
  - g. s'assure que les opérations sélectionnées entrent dans le champ d'application du Fonds concerné et sont attribuées à un type d'intervention;
  - [...]

Aux termes de l'article 16§4 du règlement FSE+ 2021/1057, les dépenses de personnel doivent correspondre à la rémunération habituellement versée pour la catégorie de fonction concernée. Une demande de justification pourra être faite sur la base du salaire antérieur, ou du salaire d'autres postes équivalents dans la structure non financés FSE.

Les associations et fondations qui sollicitent une subvention publique s'engagent à souscrire un contrat d'engagement républicain conformément au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations. Par la souscription de ce contrat d'engagement républicain, les associations et fondations s'engagent à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République, ne pas mettre en cause la laïcité au sein de la République et s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public pour tout dépôt d'une demande de subvention ; elles en informent leurs membres par tout moyen. A ce titre, les porteurs de projets devront accompagner leurs demandes de subvention d'une attestation de contrat d'engagement républicain.

## RÈGLES D'ÉLIGIBILITÉ ET DE SÉLECTION SPÉCIFIQUES DE L'APPEL À PROJETS

- Cohérence du budget de l'action;
- Adéquation entre les moyens matériels et humains et les objectifs fixés;
- Capacité à mettre en place un suivi administratif pour l'accompagnement et la gestion de l'opération, dont le recueil et la transmission des indicateurs de réalisation et de résultats FSE+, à l'équipe d'animation PLIE pour la saisie Viesion en vue d'une exportation des données dans Ma Démarche FSE+;
- Capacité financière à porter l'opération (une analyse financière de la structure sera réalisée);
- Mise en place d'outils de suivi permettant de rendre compte de l'opération et de justifier les dépenses qui seront présentées au bilan (émargements, fiche de suivi, fiches temps, etc.).

La définition de critères de sélection a notamment pour objectifs d'assurer la transparence et l'égalité de traitement entre les projets, de financer certains projets et d'en exclure d'autres dont la valeur ajoutée n'apparaît pas suffisante eu égard aux objectifs du programme.

La sélection des projets peut être contrainte par le nombre et l'importance des projets déposés, en relation avec le montant total du soutien européen alloué à l'appel à projets.

### • Critères spécifiques de sélection des opérations

- Le caractère innovant du projet;
- Un ciblage plus spécifique du public ou des zones géographiques en réponse à un besoin particulier;
- L'expérience du porteur dans le domaine et/ou les fonds européens.

Le candidat doit :

- Effectivement supporter les dépenses et recevoir les ressources présentées au plan de financement de l'opération (exclusion des opérations en mode "chef de file") ;
- Être en capacité, si le projet a une date de début de réalisation antérieure à la date de la candidature, de justifier les dépenses et ressources dès le début de cette réalisation, selon les mode et niveau d'exigence requis.

### • Règles particulières d'éligibilité et de justification des dépenses

Le plan de financement doit être présenté de la manière suivante :

En dépenses :



- Dépenses de personnel directement liées à la mise en oeuvre de l'opération, dans la mesure où le temps minimum consacré au projet représente au moins 10% du temps de travail de la personne. Les fonctions supports de type secrétaire, comptable ou directeur de la structure, ne sont pas prises en compte dans l'assiette de dépenses directes de personnel. Elles seront cofinancées dans le cadre du forfait de dépenses indirectes. Des dérogations sont possibles sur présentation des lettres de mission listant les tâches opérationnelles liées au projet.
- Coûts restants : taux forfaitaire de 40% appliqué sur les dépenses directes de personnel (au réel) pour couvrir l'ensemble des coûts restants de l'opération
- Ou : taux forfaitaire de 15% appliqué sur les dépenses directes de personnel (au réel) pour calculer les dépenses indirectes (dépenses de fonctionnement, dépenses de participants, dépenses de prestations externes).

#### En ressources :

- Cofinancements publics ou privés prévus pour le financement du projet.
- Autofinancement (le cas échéant).

Les ressources valorisées doivent être accompagnées des pièces justifiant de l'engagement de chaque cofinancier, privé ou public (notification, convention, proratisation, attestations...). En absence de précisions du cofinancier, la ressource est affectée directement et totalement sur l'opération. Des modèles d'attestation de cofinancement sont téléchargeables sur le site internet de l'OGIM.

**Le FSE+ viendra compléter le financement manquant dans la limite de 50% du coût total éligible de l'opération.**

Il est recommandé de privilégier des temps de travail consacré à l'opération mensuellement fixe et l'utilisation de lettres de mission (un modèle de lettre de mission est téléchargeable sur le site internet de l'OGIM). Conformément à l'article 16§4 du règlement FSE+ 2021/1057, « les dépenses de personnel doivent correspondre à la rémunération habituellement versée pour la catégorie de fonction concernée. Une demande de justification pourra être faite sur la base du salaire antérieur, ou du salaire d'autres postes équivalents dans la structure non financés FSE. »

Conformément à l'article 53 § 2 du règlement (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes, « lorsque le coût total d'une opération ne dépasse pas 200 000 EUR, la contribution accordée au bénéficiaire au titre du [...] FSE+ [...] prend la forme de coûts unitaires, montants forfaitaires ou taux forfaitaires, sauf en ce qui concerne les opérations pour lesquelles le soutien constitue une aide d'État. Lorsqu'il est recouru à un financement à taux forfaitaire, seules les catégories de coûts auxquelles le taux forfaitaire s'applique peuvent être remboursées (...)»

#### • Autre



#### Contacts :

- Julie HOFMANN, coordinatrice du PLIE de l'agglomération nazairienne: julie.hofmann@saintnazaireagglo.fr/ 02 72 27 51 17
- Eloïse GUILLERON, gestionnaire FSE+ à l'OGIM : eguilleron@atdec.org / 02 40 85 66 68

## OBLIGATIONS DES BÉNÉFICIAIRES

### • Publicité et information

[Non applicable au Programme FSE+ de financement de l'aide alimentaire (DGCS)]

Référence : Article 50 du Règlement (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021

1. Les bénéficiaires et les organismes mettant en œuvre les instruments financiers font mention du soutien octroyé par les Fonds à l'opération, y compris des ressources réutilisées conformément à l'article 62 :

- a) en fournissant sur le site internet officiel, si un tel site existe, et les sites de médias sociaux du bénéficiaire une description succincte de l'opération, en rapport avec le niveau du soutien, y compris sa finalité et ses résultats, qui met en lumière le soutien financier de l'Union ;
- b) en apposant de manière visible une mention mettant en avant le soutien octroyé par l'Union sur les documents et le matériel de communication relatifs à la mise en œuvre d'une opération qui sont destinés au public ou aux participants ;
- c) en apposant des plaques ou des panneaux d'affichage permanents bien visibles du public, présentant l'emblème de l'Union conformément aux caractéristiques techniques figurant à l'annexe IX, dès que la réalisation physique d'opérations comprenant des investissements matériels commence ou que les équipements achetés sont installés, en ce qui concerne :
  - i. Les opérations soutenues par le FEDER ou le Fonds de cohésion dont le coût total est supérieur à 500 000 EUR ;
  - ii. les opérations soutenues par le FSE+, le FTJ, le FEAMPA, le FAMI, le FSI ou l'IGFV dont le coût total est supérieur à 100 000 EUR ;
- d) en apposant, en un lieu bien visible du public, pour les opérations ne relevant pas du point c), au moins une affiche de format A3 au minimum, ou un affichage électronique équivalent, présentant des informations sur l'opération qui mettent en avant le soutien octroyé par les Fonds ; lorsque le bénéficiaire est une personne physique, il veille, dans la mesure du possible, à ce que des informations appropriées soient disponibles, qui mettent en avant le soutien octroyé par les Fonds, en un lieu visible du public ou au moyen d'un affichage électronique ;
- e) pour les opérations d'importance stratégique et les opérations dont le coût total dépasse 10 000 000 EUR, en organisant une action ou activité de communication, selon le cas, et en y associant en temps utile la Commission et l'autorité de gestion responsable.

- **Respect des obligations de collecte et de suivi des données des participants et entités**

[Non applicable au Programme FSE+ de financement de l'aide alimentaire (DGCS)]

Le règlement UE n°2021/1057 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 contient des dispositions en matière de suivi des participants aux actions cofinancées par le Fonds social européen et le Fonds de Transition Juste. Dans le but de mesurer les progrès réalisés, la Commission européenne souhaite que des données fiables soient disponibles en continu afin de pouvoir les agréger au niveau français et européen.

Les porteurs de projets devront obligatoirement recueillir des données relatives à chaque participant au fil de l'eau (coordonnées, données d'entrée et de sortie de l'opération concernant notamment la situation sur le marché du travail).

Le renseignement de ces données est intégré au système d'information « Ma Démarche FSE+ » pour permettre le suivi des informations relatives aux participants dès leur entrée dans l'action. Les porteurs de projets doivent commencer à renseigner le système d'information dès la recevabilité administrative de leur demande de financement et tout au long de leur opération.

**Les données relatives aux sorties des participants** (annexe I du règlement UE n°2021/1057 du Parlement européen et du conseil du 24 juin 2021 relatif au FSE) **sont obligatoirement renseignées à la sortie du participant de l'action. Ces données doivent être collectées entre le moment où la personne quitte l'action (date de la sortie) et la quatrième semaine qui suit l'évènement.**

Toutes les données d'entrée et de sortie des participants doivent être saisies de manière exhaustive dans le système d'information Ma Démarche FSE+ avant le dépôt du bilan final.

Pour les opérations sans participants, seuls des indicateurs relatifs aux entités sont à renseigner.

- **Suivi des indicateurs**

[Consulter l'annexe de suivi des indicateurs](#)